



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 05/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**LUCIEN BERNARD SA**

le Burck  
Ambès  
33810 Ambès

Références : 2026\_UD33\_CRA\_373  
Code AIOT : 0005200265

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2026 dans l'établissement LUCIEN BERNARD SA implanté Domaine du Burk 33810 Ambès. L'inspection a été annoncée le 10/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente inspection a été réalisée dans le cadre du programme d'inspection pluriannuel des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Elle s'inscrit dans le cadre des priorités nationales d'inspection relatives à la thématique AIR, portant notamment sur la maîtrise des émissions atmosphériques.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LUCIEN BERNARD SA
- Domaine du Burk 33810 Ambès
- Code AIOT : 0005200265
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société LUCIEN BERNARD exploite à Ambès depuis 1974 un établissement de stockage, d'élaboration et de mélange d'alcools de bouche. Il n'y a pas, sur le site, de production d'alcools de bouche par distillation.

L'établissement relève du classement SEVESO « seuil bas » au titre de la rubrique 4755 de la nomenclature ICPE.

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
10	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 5.3.4.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 4.1.1	Sans objet
2	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 4.1.2	Sans objet
3	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 4.1.3	Sans objet
4	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 4.1.4	Sans objet
5	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 4.1.5	Sans objet
6	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 10.2.1	Sans objet
7	Effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 5.3.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 5.2.1	Sans objet
9	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 5.4.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de mettre en évidence que les émissions atmosphériques du site sont principalement liées au vieillissement des boissons (« part des anges »), phénomène inhérent à l'activité. Elles apparaissent limitées aux besoins du procédé et correctement maîtrisées. Le site d'Ambès a ainsi pu être déclassé des sites prioritaires nationales sur la thématique AIR.

Les rejets aqueux du site sont conformes aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 9 février 2009. Les effluents sont correctement collectés, traités et rejetés, sans anomalie relevée. Il est néanmoins demandé à l'exploitant de préciser les modalités de tenue du « registre spécial » incluant la traçabilité des incidents (cf. fiche de constats n°10). Le fonctionnement de la station d'épuration interne repose sur un équilibre hydraulique nécessaire à la stabilité et à l'efficacité des traitements.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Prévention de la pollution atmosphérique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  À l'exception des émissions strictement nécessaires à l'élaboration des boissons, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique. Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'aucun rejet à l'atmosphère n'est généré par l'installation, à l'exception de ceux strictement nécessaires à l'élaboration des boissons. Au vu des informations communiquées par l'exploitant et des observations réalisées lors de la visite sur site, aucun élément n'a permis de mettre en évidence un non-respect des exigences précitées relatives à la limitation des émissions à l'atmosphère.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Prévention de la pollution atmosphérique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 4.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique.
<b>Constats :</b>  Les émissions atmosphériques constatées sur le site sont liées aux procédés de fabrication et au vieillissement des boissons (évaporation naturelle dite « part des anges »). L'exploitant indique qu'elles sont strictement nécessaires à l'activité. Des dispositions sont mises en œuvre afin d'en assurer la maîtrise et d'en limiter l'ampleur autant que possible.  Par ailleurs, les rétentions extérieures ainsi que le chai D sont équipés de détecteurs de fuite en point bas. Pour les autres chais, outre les visites de maintenance, trois visites de sécurité sont réalisées par semaine, objectivées sur la recherche de fuites. Aucune anomalie (fuite, dérive ou émission non maîtrisée) n'a été relevée lors de l'inspection. Les émissions observées ne sont pas de nature à engendrer de nuisances pour le voisinage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Prévention de la pollution atmosphérique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 4.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, odeurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. L'Inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, aucune nuisance olfactive particulière n'a été constatée et aucun signalement de gêne n'a été porté à la connaissance de l'inspection. L'organisation et les conditions d'exploitation apparaissent adaptées à la prévention des émissions odorantes
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Prévention de la pollution atmosphérique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 4.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, voies de circulation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires

<p>pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,</li> <li>• Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,</li> <li>• les surfaces où cela est possible sont engazonnées,</li> <li>• des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant. Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les voies de circulation ainsi que les aires de stationnement sont correctement aménagées et maintenues dans un état satisfaisant de propreté. Les conditions d'exploitation observées ne sont pas de nature à engendrer des dépôts de poussières ou de boues sur les voiries extérieures ; aucune trace significative n'a été relevée lors de l'inspection.</p> <p>Par ailleurs, les aménagements du site (revêtements, organisation des circulations et entretien des surfaces) apparaissent globalement adaptés à la prévention des envols de matières. Les surfaces disponibles font l'objet d'un entretien approprié contribuant à limiter ce risque.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Prévention de la pollution atmosphérique

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 4.1.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, émissions diffuses et envols de poussières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.</p> <p>Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...) :</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'activité du site, dédiée à l'élaboration de boissons, n'implique pas la mise en œuvre ni le stockage de produits pulvérulents ; le sucre et le caramel utilisés sont exclusivement sous forme liquide. En conséquence, les dispositions relatives au confinement des stockages et à l'équipement des installations de manipulation, transvasement ou transport de produits pulvérulents ne trouvent pas à s'appliquer dans le cas présent.</p> <p>Les émissions atmosphériques observées sont limitées à celles strictement nécessaires au procédé (évaporation naturelle dite « part des anges ») et ne sont pas de nature à générer des envols de poussières.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 10.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, plan de suivi des vapeurs d'alcool

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise un plan de suivi des vapeurs d'alcool mentionnant les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est mis à jour au moins annuellement et est tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Constats :

L'activité du site est susceptible de générer des émissions de composés organiques volatils (COV), principalement liées aux vapeurs d'alcool issues des opérations de fabrication et de vieillissement des boissons (« part des anges »), émissions strictement inhérentes au procédé.

L'exploitant a mis en place un plan de suivi des vapeurs d'alcool reposant sur un bilan annuel des entrées et sorties d'éthanol au sein de l'installation.

Pour l'année 2025, les éléments présentés indiquent :

- une quantité d'éthanol théorique avant inventaire de 12 813 t/an ;
- une quantité d'éthanol réelle après inventaire de 12 612 t/an ;
- un écart de 201 t/an, correspondant aux émissions diffuses de COV ;
- un taux de perte associé de 1,57 %.

Ces émissions correspondent principalement aux pertes évaporatives liées au vieillissement en fûts et barriques, ainsi qu'aux opérations de fabrication.

Le suivi est formalisé, mis à jour annuellement et permet d'estimer les émissions de COV par bilan matières. Les documents sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées. Ce dispositif apparaît opérationnel et conforme aux dispositions applicables.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 5.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, identification des effluents

Prescription contrôlée :

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants : • les eaux des sanitaires qui sont dirigées vers une fosse sceptique et un réseau d'épandage,

- les eaux pluviales ou de ruissellement collectées sur les aires imperméabilisées et les toitures,
- les eaux de drainage des chais et les eaux de drainage du marais situé à l'est du site
- et les eaux issues du process de déminéralisation et industrielles.

Constats :

L'exploitant dispose d'un plan des réseaux à jour permettant d'identifier et de distinguer les différentes catégories d'effluents (eaux sanitaires, eaux pluviales et de ruissellement, eaux de drainage des chais et du marais, eaux industrielles et de déminéralisation).

<p>Il est toutefois relevé que, compte tenu de la date d'implantation du site (1974), le réseau de collecte des eaux est de type unitaire. Cette configuration est conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 9 février 2009 applicable au site.</p> <p>Il est à noter que le site est équipé d'une station d'épuration interne recevant des effluents de natures et de charges variables. Le fonctionnement de cet ouvrage repose sur la régularité des débits et sur une certaine homogénéisation des charges hydrauliques et polluantes afin de garantir l'efficacité des traitements biologiques et physico-chimiques mis en œuvre.</p> <p>Les eaux de drainage, pluviales ainsi qu'une partie des eaux sanitaires contribuent à assurer un débit de base continu, permettant de stabiliser l'hydraulique de l'ouvrage et de compenser les variations importantes des effluents industriels. Une alimentation de la station par les seuls effluents industriels pourrait conduire à des fluctuations hydrauliques susceptibles de ne pas être compatibles avec les conditions habituelles de fonctionnement de l'ouvrage.</p> <p>Ainsi, l'alimentation actuelle du réseau mixte constitue une condition nécessaire au bon fonctionnement et à la stabilité de la station d'épuration dans son exploitation courante. Les résultats des dernières analyses sont indiqués dans le constat n°9 du présent rapport.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Effluents aqueux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 5.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conformité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'Article 5.3.1. est interdit.</p> <p>A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les effluents aqueux générés par le site sont canalisés conformément aux dispositions applicables. Aucun rejet d'effluent liquide non prévu par l'arrêté n'a été constaté lors de l'inspection.</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents à traiter ou à éliminer sont séparés du milieu récepteur. Aucune liaison directe non autorisée ni dérivation susceptible d'entraîner un rejet non conforme n'a été mise en évidence lors de l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Rejets aqueux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 5.4.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

Les eaux respectent, avant leur rejet dans le milieu récepteur, les valeurs limites suivantes :  
Débit moyen mensuel de rejet maximal : 200m<sup>3</sup>/j

Paramètre :

MES : 100 mg/l

DCO : 300 mg/l

DBO5 : 100 mg/l

Azote global (en équivalent N) : 10 mg/l

Phosphore total (en équivalent P) : 10 mg/l

Hydrocarbures totaux : 10 mg/l

#### Constats :

Le dernier rapport d'autosurveillance (intervention du 26 au 27 novembre 2025) relatif aux rejets aqueux a été présenté lors de l'inspection. Le prélèvement, réalisé sur une durée de 24 heures, correspond à un volume journalier de 129 m<sup>3</sup>.

Les résultats d'analyse sont les suivants :

- Matières en suspension : 20 mg/L
- Demande chimique en oxygène (DCO) : 69 mg/L
- Demande biologique en oxygène sur 5 jours (DBO5) : 24 mg/L
- Azote global (estimé à partir des fractions mesurées) : environ 2,1 mg/L (Azote Kjeldahl : 1,1 mg/L ; nitrites < 0,01 mg/L ; nitrates < 1 mg/L)
- Phosphore total : inférieur à 0,50 mg/L
- Hydrocarbures totaux : inférieurs à 0,05 mg/L

Au regard des éléments ci-dessus, et compte tenu du fait que les différentes formes d'azote mesurées sont faibles, l'azote global peut être considéré comme conforme aux exigences réglementaires. Aucun dépassement n'est mis en évidence par ces résultats.

Par ailleurs, sur la même période (du 26 au 27 novembre 2025), l'exploitant a également procédé à la vérification des équipements participant à l'autosurveillance de la station d'épuration, à savoir les deux débitmètres électromagnétiques et les deux préleveurs implantés respectivement en entrée et en sortie des installations.

Selon l'avis et les interprétations du laboratoire, ce contrôle met en évidence une bonne maîtrise de l'autosurveillance pour l'ensemble des équipements contrôlés (2 débitmètres électromagnétiques et deux préleveurs). Cependant, un encrassement des bols de prélèvement a été observé, notamment au niveau du préleveur en entrée de station, ce qui est susceptible d'entraîner des soucis de fonctionnement.

Une vigilance particulière est donc attendue de la part de l'exploitant sur ce dernier point.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 10 : Rejets aqueux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 5.3.4.

**Thème(s) :** Risques chroniques, équipements de traitement

**Prescription contrôlée :**

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des équipements de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

<p>La gestion des équipements est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.</p> <p>Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le constat précédent (cf: fiche de constats n°9) porte sur les résultats du rapport d'autosurveillance du 26 au 27 novembre 2025 ainsi que les vérifications des équipements associés, réalisés par un laboratoire agréé. Au regard des éléments présentés lors de l'inspection, il apparaît que les principaux paramètres de suivi du fonctionnement de la station d'épuration font l'objet de mesures périodiques dans le cadre du dispositif d'autosurveillance.</p> <p>Ces vérifications s'inscrivent dans le dispositif global de suivi de la station, lequel comprend aussi des contrôles réalisés en interne de manière quotidienne :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• volume entrant dans le SBR (réacteur biologique fonctionnant par cycles)</li> <li>• analyse de la DCO des effluents entrants</li> <li>• volume d'eau traitée rejetée en Garonne</li> <li>• analyse de la DCO des eaux traitées</li> </ul> <p>Ainsi que des actions hebdomadaires de gestion des boues.</p> <p>Le registre spécial sur lequel sont notés notamment les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, ainsi que les dispositions prises pour y remédier, n'a pas été consulté lors de l'inspection de ce jour ; son contenu n'a donc pas été examiné.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de préciser les modalités de tenue et d'alimentation du registre «spécial», notamment en ce qui concerne la traçabilité des incidents de fonctionnement des dispositifs de traitement et des actions correctives associées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>